



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Pour un traitement préventif contre la migraine

Question écrite n° 35669

### Texte de la question

M. Adrien Quatennens interroge M. le ministre des solidarités et de la santé sur l'absence de prise en charge d'un traitement préventif contre la migraine. La migraine est la maladie neurologique la plus fréquente au monde. En France, elle touche près de dix millions de Français, dont 50 000 sont considérés comme « migraineux sévères ». Cette maladie est un réel handicap au quotidien pour les personnes qui en souffrent. À tel point qu'on estime qu'elle est la cause de 20 à 30 millions de journées d'arrêt de travail chaque année en France. L'Emgalité du laboratoire français Lilly et l'Aimovig du suisse Novartis sont deux des médicaments mis au point spécifiquement pour la migraine et qualifiés par les spécialistes « d'avancées majeures ». Au CHU de Lille, le neurologue Christian Lucas affirme avoir vu des « résultats spectaculaires dans plus de 70 % des cas ». Ces traitements sont d'une efficacité prouvée et pourraient venir en aide à des millions de patients français. Cependant, en décembre 2020, la sécurité sociale a annoncé qu'elle ne prendra pas en charge ces traitements. D'un coût de 400 à 600 euros mensuels, leur usage est donc exclu pour une grande majorité des patients souffrant de cette maladie et ne pouvant supporter ce reste à charge. Ce refus de rembourser les traitements contre la deuxième cause d'invalidité en France serait dû à l'absence d'un accord financier entre l'État et les laboratoires. Dès lors, se posent les questions de la capacité du Gouvernement à négocier au mieux pour protéger la santé des assurés de la sécurité sociale et de la production médicale par la puissance publique. Il l'interroge donc sur les mesures qu'il entend prendre pour assurer le remboursement du traitement préventif contre la migraine ; il reporte par ailleurs à son attention sa proposition de constituer un pôle public du médicament, de la recherche à la distribution en passant par la production ([https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b2814\\_proposition-loi](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b2814_proposition-loi)).

### Texte de la réponse

La migraine est une maladie douloureuse et invalidante qui peut se traduire par un handicap et une dégradation marquée de la qualité de vie, notamment pour les patients souffrant de migraine sévère. La commission de la transparence (CT) de la Haute Autorité de Santé (HAS), chargée d'évaluer l'intérêt thérapeutique de ces trois produits dans le panier de soins remboursable, souligne l'existence de différents traitements actuellement pris en charge dans le traitement de fond de la migraine et pouvant être considérés comme des comparateurs cliniquement pertinents de ces nouvelles spécialités. Ces comparateurs permettent une prise en charge de l'ensemble des stades de la pathologie avec des traitements de première et seconde intention (Lopressor, Seloken, Avlocardyl, Epitomax) mais également des traitements de recours (Sanmigran, Nocertone et Sibelium) ainsi que des alternatives non médicamenteuses pouvant être aussi mobilisées pour la prise en charge des patients. En raison de la démonstration d'une efficacité clinique par rapport à un placebo alors qu'il existe des comparateurs médicamenteux et d'une quantité d'effet modérée uniquement dans une sous-population, cette même commission a octroyé à EMGALITY®, AJOVY® et AIMOVIG® un service médical rendu (SMR) pour une population plus restreinte que celle de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Elle recommande ainsi la prise en charge de ces traitements par la solidarité nationale dans un périmètre limité aux patients atteints de migraine sévère avec au moins huit jours de migraine par mois, en échec à au moins deux traitements

prophylactiques et sans atteinte cardiovasculaire. Le service médical rendu octroyé est modéré pour AJOVY® et AIMOVIG® et important pour EMGALITY®. Ce SMR modéré octroyé à deux des trois médicaments reflète un rapport efficacité clinique/effet indésirable qualifié de moyen par la commission de transparence. Pour les trois médicaments, cette même commission a octroyé une amélioration du service médical rendu (ASMR) de niveau V, soit une absence d'ASMR, ce qui signifie que les anti CGRP ne représentent aucune amélioration du service rendu au regard des thérapeutiques existantes. Conformément aux dispositions de la loi, la fixation du prix d'un médicament tient compte principalement de son amélioration du service médical rendu. Les discussions tarifaires entre le Comité économique des produits de santé (CEPS) et les laboratoires exploitant ces spécialités se sont ainsi fondées sur les critères légaux, réglementaires et conventionnels qui définissent le cadre de négociation, une spécialité d'ASMR V ne pouvant être inscrite au remboursement que dans le cas où elle génère une économie dans les coûts de traitement. Malgré plusieurs propositions de la part du CEPS, ces discussions n'ont pu aboutir du fait des prétentions tarifaires extrêmement élevées des industriels au regard des dépenses actuellement engagées pour le traitement médicamenteux de la migraine. Face à l'impossibilité pour les industriels de formuler des propositions tarifaires compatibles avec les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles se traduisant par un échec des négociations, de l'existence de sept autres médicaments pris en charge dans le traitement de la migraine, du risque de tolérance à long terme (risques cardiovasculaires et immunogénicité) et de l'absence de réponse supplémentaire au besoin médical partiellement couvert, ces trois antimigraineux anti CGRP n'ont pas pu être inscrits sur les listes des médicaments remboursables. Néanmoins, cette non-inscription ne préjuge pas de l'issue de nouvelles négociations qui pourraient se tenir à la demande d'un des laboratoires s'il souhaite s'inscrire dans le cadre réglementaire, ou encore après soumission à la commission de la transparence de nouvelles données permettant l'octroi d'une ASMR revalorisée. Les services du ministère de la santé sont pleinement conscients du besoin médical qui subsiste pour traiter des patients en impasse de traitement souffrant de migraine, qui du fait de sa grande prévalence et du retentissement qu'elle induit, est classée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) parmi les vingt maladies ayant le plus fort impact sociétal. Ils espèrent que les laboratoires seront en mesure de déposer de nouvelles données démontrant l'intérêt du produit par rapport à des comparateurs médicamenteux ou accepteront de négocier dans le cadre réglementaire existant. Au-delà, des travaux récents mettent en lumière l'impact de l'inhibition de la protéine HDAC6 dans la réduction de la douleur liée à la migraine et ouvrent également la voie au développement de nouvelles alternatives thérapeutiques dans cette pathologie.

## Données clés

**Auteur :** [M. Adrien Quatennens](#)

**Circonscription :** Nord (1<sup>re</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 35669

**Rubrique :** Pharmacie et médicaments

**Ministère interrogé :** [Solidarités et santé](#)

**Ministère attributaire :** [Solidarités et santé](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [19 janvier 2021](#), page 468

**Réponse publiée au JO le :** [4 janvier 2022](#), page 86